



## DELEGATION PARIS-NORMANDIE

### CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP) N° 2025APA017

#### ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICE

#### CONCEPTION ET ANIMATION DE SESSIONS DE FORMATION DES DIRECTRICES ET DIRECTEURS DE THESE DU CNRS PORTANT SUR L'ENCADREMENT DES DOCTORANTES ET DOCTORANTS POUR LA PREVENTION DES RISQUES PSYCHOSOCIAUX

#### CODE NACRES CNRS :

EC.05 : Formations d'accompagnement en méthodes de travail (management, savoir-être...)

#### CODE CPV :

##### Principal

80530000 - Service de formation professionnelle

##### Complémentaires

80511000 - Service de formation du personnel

80500000 - Service de formation

#### SERVICE QUI PASSE L'ACCORD-CADRE :

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS)

Délégation Paris Normandie

Service financier et comptable

Secteur Achats

3, rue Michel-Ange

75794 Paris Cedex 16

#### MODE DE PASSATION :

Procédure adaptée (MAPA) en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique.

#### FORME DU MARCHÉ :

L'accord-cadre est mono-attributaire et s'exécute par l'émission de bons de commande au fur et à mesure de la survenance des besoins en application des dispositions des articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14- du code de la commande publique et selon les montants suivants, sur sa durée totale, reconductions comprises :

- Sans montant minimum annuel ;
- Montant maximum annuel : 60.000,00 euros HT

Soit sur la durée totale, période de reconductions comprises :

- Sans montant minimum global ;
- Montant maximum global : 240.000,00 euros HT.

<b>ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 – NATURE DE L’ACCORD-CADRE .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD CADRE.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 – DUREE DE L’ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 – DESCRIPTION DE LA FORMATION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 6 – MODIFICATIONS DU CONTRAT .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 7 – OBLIGATION DES PARTIES .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 8 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL...</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 9 – SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 10 – RESPONSABILITE ET ASSURANCE .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 11 – MODALITES D’EMISSION DES BONS DE COMMANDE ET DELAIS D’EXECUTION.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 12 – DISPOSITIONS FINANCIERES .....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 13 – MODALITES DE REGLEMENT.....</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 14 – ORGANISATION ET CONDITIONS DE TRAVAIL .....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 15 – PENALITES ET RÉFACTIONS.....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 16 – RESILIATION .....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 17 – LITIGES .....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU CCAG.....</b>	<b>24</b>

## **ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre a pour objet la conception et l'animation de sessions de formation à destination des directeurs et directrices de thèse du CNRS portant sur le management et l'accompagnement des doctorantes et doctorants pour la prévention des risques psychosociaux (RPS).

L'accord-cadre est passé par la Délégation Paris Normandie à la demande du Service responsabilité sociale de l'employeur (SRSE) de la direction des ressources humaines (DRH) du CNRS.

## **ARTICLE 2 – NATURE DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre de prestations intellectuelles soumis aux dispositions du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JO le 1<sup>er</sup> avril 2021.

L'accord-cadre mono-attributaire s'exécute par l'émission de bons de commande au fur et à mesure de la survenance des besoins.

L'accord-cadre est conclu, pour sa durée totale, selon les montants suivants :

- Sans montant minimum annuel ;
- Montant maximum annuel : 60.000,00 € HT ;

Soit, sur la durée totale, périodes de reconduction comprises :

- Sans montant minimum global ;
- Avec un montant maximum global : 240.000,00 € HT.

## **ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, l'accord-cadre est constitué des pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) dûment complété, daté et signé par le titulaire ;
- L'annexe financière de l'AE complétée par le titulaire, comprenant deux onglets : le bordereau des prix unitaires (BPU) et le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et son annexe 1 (découpage géographique du CNRS) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales Applicables aux Marchés Publics de Prestations intellectuelles (CCAG/PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JO le 1<sup>er</sup> avril 2021 ;
- L'offre technique du titulaire, comprenant notamment le cadre de réponse technique et le mémoire technique ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du présent accord-cadre.

Toute clause, portée dans le(s) tarif(s) ou documentation(s) quelconque(s) du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, est réputée non écrite.

Les conditions générales et particulières de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé connaître parfaitement l'ensemble des normes et règlements applicables aux prestations et en avoir tenu compte dans l'établissement de ses prix.

## **ARTICLE 4 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

### **4.1 DUREE**

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de notification.

Il peut faire l'objet de trois (3) reconductions tacites, à chaque date anniversaire, pour une durée d'un (1) an chacune sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le titulaire ne peut refuser cette reconduction.

### **4.2. NON RECONDUCTION**

En cas de décision de non-reconduction, le titulaire concerné est notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard deux (2) mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre (date d'effet) par tout moyen permettant de donner date certaine de réception.

Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Les bons de commande pourront s'exécuter jusqu'à six (6) mois après la fin de l'accord-cadre, à condition qu'ils aient été émis avant la date de son expiration.

Le CNRS se réserve le droit de conclure un nouvel accord-cadre avant la fin du présent accord-cadre afin de garantir la continuité d'exécution des prestations. Toutefois, l'exécution des prestations de ce nouvel accord-cadre ne pourra débuter avant la fin de l'accord-cadre passé précédemment sur un même territoire donné.

## **ARTICLE 5 – DESCRIPTION DE LA FORMATION**

### **5.1 CONTEXTE DE LA FORMATION**

La directrice / le directeur de thèse accompagne chaque doctorante et doctorant vers une autonomie progressive dans sa recherche et lui dispense des conseils en vue d'une orientation professionnelle après l'obtention du diplôme.

La relation entre la directrice / le directeur de thèse et leurs doctorants est également déterminante. Dès le démarrage du contrat doctoral, il est essentiel que la directrice / le directeur de thèse instaure une relation de confiance et de travail, établie sur la base des devoirs et obligations des deux parties et qu'il met en œuvre des capacités d'encadrement dans le choix du sujet, la conduite et le suivi des travaux de recherche.

Dans le cadre de la mission de formation à la recherche et par la recherche, le CNRS présente un nombre de doctorantes et doctorants estimé en 2023 à près de 3300 auxquels s'ajoutent les doctorantes et doctorants non employés par le CNRS mais encadrés par des chercheuses et chercheurs CNRS dans des laboratoires CNRS. Ils effectuent leurs travaux de recherche et participent aux activités de l'unité mixte de recherche à laquelle ils sont rattachés. Encadrés par la directrice / le directeur de thèse, ils se consacrent aux travaux de recherche qui conduiront à la rédaction, puis à la soutenance d'une thèse.

Le cursus des doctorantes et doctorants comporte, en plus des travaux de thèse, des formations complémentaires scientifiques, générales et d'ouverture professionnelle. En effet, les doctorantes et les doctorants sont par ailleurs inscrits dans l'une des 270 écoles doctorales. Rattachées aux établissements d'enseignement supérieur, les écoles doctorales ont pour but de garantir aux doctorantes et doctorants une formation de très haut niveau et une meilleure reconnaissance de leur diplôme dans le monde académique et professionnel. Ces écoles aident également les doctorantes et doctorants à construire leur projet professionnel, à découvrir la diversité des débouchés et à connaître le monde économique et les entreprises. Elles assurent une démarche de qualité de la formation en mettant notamment en place des comités de suivi individuel des doctorantes et doctorants et peuvent proposer aux encadrantes et encadrants de thèses une formation ou un accompagnement spécifique.

La thèse, qui représente la réalisation de travaux scientifiques originaux, conduit à une soutenance devant un jury, sanctionnée par l'obtention du grade de docteure et docteur. La préparation de la thèse constituant l'enjeu de l'obtention du doctorat, les intéressés peuvent pendant cette période de trois ans, se trouver dans une situation de stress, voire de fragilité psychologique.

De plus, au stress lié à la réussite de la thèse s'ajoutent aussi souvent d'autres facteurs qui peuvent renforcer le sentiment de fragilité tels que l'isolement lié à des situations particulières comme la maladie ou le handicap ou encore à l'expatriation. Il est à noter que 37,5% des doctorantes et doctorants au CNRS sont en 2023 de nationalité étrangère contre seulement 19% chez les chercheuses et chercheurs permanents.

Acteur majeur de l'espace européen de la recherche, le CNRS a obtenu, depuis le 10 février 2017, le label « HR Excellence in Research » (HRS4R), pour son engagement dans la Stratégie européenne des ressources humaines pour les chercheuses et les chercheurs. Le CNRS s'est engagé dans un plan d'actions HRS4R visant notamment à améliorer l'encadrement des jeunes chercheuses et chercheurs et à prévenir les RPS.

Il relève donc de la responsabilité du CNRS dans le cadre de la politique conduite en faveur de la prévention des RPS et de la qualité de vie et des conditions de travail (QVCT) de prendre en compte cette dimension et d'agir pour aider les thésards à conduire le plus sereinement possible leurs travaux.

Dans ce cadre, le déploiement de l'action nationale de formation au management et à l'accompagnement des doctorantes et doctorants pour la prévention des risques psychosociaux, inscrite dans le plan d'actions HRS4R et le plan d'actions pour l'amélioration des conditions de travail de l'établissement, permettra au CNRS, en complément des formations dispensées par les écoles doctorales, de sensibiliser les directrices et les directeurs de thèse sur leur rôle majeur d'accompagnement et de prévention des RPS.

Cette action nationale de formation participe également à l'intégration des doctorantes et des doctorants en situation de handicap telle que promue dans le plan d'actions handicap 2025-2028.

## **5.2 PUBLIC VISE**

La formation est destinée prioritairement aux nouveaux détenteurs et nouvelles détentrices de l'Habilitation à Diriger des Recherches (HDR) du CNRS. Elle sera également ouverte :

- à tous les directeurs (ou co-directeurs) et directrices (ou co-directrices) de thèse du CNRS ;

- à tous les directeurs (ou co-directeurs) et directrices (ou co-directrices) de thèse non CNRS encadrant ou susceptibles d'encadrer des doctorants et doctorantes CNRS.

A titre purement indicatif, le nombre de personnes bénéficiant de la formation est au maximum de 200 personnes par année.

### **5.3 OBJECTIFS DE LA FORMATION**

Les objectifs pédagogiques de la formation sont de :

- Sensibiliser chaque directrice / directeur de thèse dans sa mission de prévention des RPS du ou des doctorantes et doctorants qu'il accompagne dès le cadrage du projet de thèse au cours des différentes étapes du travail de thèse jusqu'à l'obtention du diplôme ;
- Permettre à la directrice / directeur de thèse d'être en mesure d'identifier des signaux faibles de RPS et de mettre en place les mesures de prévention adaptées ;
- Affirmer le rôle de conseil de la directrice / directeur de thèse dans la réflexion sur l'avenir professionnel du ou des doctorantes et doctorants encadrés.

### **5.4 CONTENU DU PROGRAMME**

La formation abordera les 4 thématiques suivantes:

1. Le rôle de la directrice / directeur de thèse dans la prévention des RPS des doctorantes ou doctorants encadrés (présentation des facteurs de RPS et des modes de prévention).
2. Débuter la relation doctorale entre chaque encadrant et son ou ses doctorantes ou doctorants:
  - Déterminer ensemble les objectifs et les limites du projet doctoral, lever les ambiguïtés et construire la méthodologie d'actions ;
  - Définir le rôle de la directrice / directeur de thèse et de ses limites ;
  - Intégrer les doctorantes ou doctorants au sein de son équipe d'accueil en prenant en compte la diversité culturelle et générationnelle ;
  - Adapter les modalités d'accompagnement des doctorantes ou doctorants aux situations particulières (étrangers, en situation de handicap, en périodes de crise sanitaire...) ;
  - Consolider la posture de l'encadrant (cadre déontologique, éthique et réglementaire).
3. Accompagner le projet de recherche par la directrice / directeur de thèse :
  - Le rôle et la responsabilité de la directrice / directeur de thèse dans la relation managériale ;
  - La structuration du projet de recherche sur 3 ans pour cadrer le projet doctoral et s'adapter à son évolution (techniques de planification, définition des enjeux, définition d'objectifs) ;
  - La conduite des entretiens d'encadrement (outils, méthodes) ;
  - Les théories de la motivation et leurs applications tout au long de la thèse (motivation, re-motivation et cheminement vers l'autonomie de chaque doctorant encadré) ;
  - L'accompagnement du développement des compétences du doctorant ;
  - La gestion des aléas du projet de thèse (outils de gestion des risques et méthodes de résolution des problèmes) ;
  - La gestion des conflits et les techniques de prévention.
4. Anticiper le projet professionnel de la doctorante ou du doctorant :

- Les carrières ouvertes aux docteurs et doctores (les connaître et les faire connaître) ;
- Le projet professionnel de la doctorante ou du doctorant (l'aider dans sa réflexion et l'encourager dans sa démarche).

**A l'issue de la session de formation les participantes et participants seront capables de :**

- Comprendre le rôle, les limites et les enjeux d'une direction de thèse et être outillés pour les aborder sereinement ;
- Détecter et prévenir les RPS, pour eux-mêmes et pour leurs doctorantes et doctorants ;
- Accompagner sa ou ses doctorantes ou doctorants dans son parcours doctoral, du projet de thèse jusqu'à la définition de son projet professionnel ;
- Mettre en œuvre les outils et méthodes d'encadrement de projet.

Le titulaire a la possibilité d'aborder, dans son offre, des thématiques complémentaires qu'il jugera propices et de construire son programme de la manière qu'il trouve pertinente pour la formation.

## **5.5 – MODALITES D'ORGANISATION DE LA FORMATION**

L'objectif du CNRS est d'organiser dix-sept (17) sessions par an. Cet élément est donné à titre indicatif et ne constitue pas un engagement de commande auprès du titulaire. Le nombre de sessions à organiser peut varier d'une année sur l'autre et pourra être supérieur à dix-sept (17), dans la limite des plafonds du présent accord-cadre.

Le titulaire doit être en mesure d'assurer la charge imposée par l'organisation de ces sessions.

La formation est animée par le titulaire essentiellement en présentiel (2 journées consécutives ou non), cependant, à la demande du CNRS certaines sessions pourraient être animées totalement en distanciel (4 demi-journées consécutives ou non).

Une (1) session pilote, est prévue au démarrage de l'exécution du présent accord-cadre. Elle se déroulera au siège du CNRS à Paris.

Par ailleurs, à la demande du CNRS, des sessions de formation pourront être animées ponctuellement en anglais.

Le titulaire s'engage à ce que la formation soit animée par une intervenante ou un intervenant à chaque session. Cependant, sur la durée totale du présent accord-cadre, il ne peut pas avoir recours à plus de trois (3) intervenants différents.

### **Constitution des groupes :**

Le nombre de participants à former par session est de six (6) au minimum et quinze (15) au maximum. L'inscription des participants et la constitution des groupes de formation sont gérées par le CNRS.

### **Durée de la formation :**

La durée d'une session de formation est de deux (2) journées consécutives ou non. Une journée de formation dure sept (7) heures auxquelles s'ajoutent deux (2) pauses de quinze (15) minutes (une le matin, une l'après-midi) ainsi qu'une pause déjeuner d'une (1) heure. La présence effective du formateur pour une journée type est donc de 8h30.

### **Calendrier des sessions de formation :**

Le CNRS confirme les dates et lieux définitifs des sessions de formation, par courrier électronique au titulaire, au plus tard un (1) mois avant le début de chaque session.

En cas de reconduction de l'accord-cadre, le CNRS établit avec le titulaire un planning prévisionnel des sessions de formation en début de chaque année de formation.

### **Lieux de formation :**

De manière générale, les sessions de formation ont lieu à Paris et dans les délégations régionales du CNRS réparties sur le territoire national (voir annexe 1) du présent CCP.

### **Locaux et moyens techniques :**

Les formations ont lieu dans des locaux choisis par le CNRS. Le matériel nécessaire à l'animation des sessions (vidéoprojecteur, paperboard et marqueurs, badges) est également pris en charge par le CNRS.

Le matériel complémentaire nécessaire à l'animation de la formation (posters, buzzers, gommettes...), à l'initiative du titulaire, est pris en charge par le titulaire de l'accord-cadre.

## **5.6 – COMPETENCES DES FORMATEURS**

Le titulaire du présent accord-cadre et les formateurs choisis pour intervenir doivent être en mesure de répondre parfaitement à des critères de méthode et d'expérience propre à sa profession.

Les formateurs proposés par le titulaire doivent :

- Avoir une expérience significative d'animation de formation pour des établissements relevant de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR)
- Avoir une excellente connaissance du métier de chercheuse / chercheur, de son environnement et du rôle des directrices / directeurs de thèse ;
- Maîtriser les langues française et anglaise (niveau C1 du CERL ou équivalent);
- Avoir une solide expérience dans le domaine des RPS et une maîtrise des connaissances, des enjeux, des outils et des méthodes de prévention des RPS.

## **5.7 – EXECUTION A DISTANCE DES PRESTATIONS EN CAS DE NECESSITE IMPERIEUSE**

En cas de nécessité impérieuse uniquement (crise sanitaire et/ou distanciation sociale par exemple) empêchant la réalisation des prestations en présentiel, le CNRS se réserve le droit de demander au titulaire d'assurer l'ensemble de la prestation de formation, initialement prévue en présentiel, par le biais de formation à distance.

Il doit également renseigner, impérativement, les prix pour l'ensemble des désignations de formation incluses dans l'annexe financière, y compris celui d'une journée de formation à distance (conception digitale respectant les attendus, animation de la session et outils digitaux).



Dans le cas d'une nécessité de réaliser une ou plusieurs actions de formation à distance (uniquement en cas de nécessité impérieuse et à la demande du CNRS), celles-ci se dérouleraient sous forme de classes virtuelles.

Cette modalité de formation synchrone animée par le formateur grâce à des outils numériques de visioconférence permettrait ainsi de conserver l'avantage des échanges en direct entre stagiaires et le formateur. Dans ce cas, le titulaire en accord avec la DRH du CNRS adapte le programme prévu en présentiel, tout en respectant les objectifs pédagogiques initialement attendus (décrites pour chaque action de formation à l'article 5.3 du présent CCP), en proposant des ateliers formatifs à distance (au choix du CNRS : 2 journées ou 4 demi-journées non-consécutives ou non à distance).

Le titulaire doit décrire les outils, les méthodes, et les modalités de déroulement qui sont utilisés lors des ateliers formatifs dans sa réponse à ce présent accord-cadre. Il doit utiliser des outils de formation à distance compatibles avec ceux du CNRS (Zoom...). Dans le cas contraire, aucune proposition de création d'outils par le titulaire dans sa réponse ne sera acceptée par le CNRS.

## **5.8 – METHODES PEDAGOGIQUES ET OUTILS**

La formation comporte à la fois :

- Des présentations théoriques ;
- Des apports méthodologiques et conceptuels ;
- Des temps d'échanges et de questionnements ;
- Des temps de co-développement avec une mise en situation des participants à la formation.

La méthode pédagogique participative et active utilisée doit :

- Permettre une prise de conscience individuelle et collective ;
- Amener les participants à exprimer leur compréhension du sujet et confronter leurs points de vue ;
- Baser ses exemples sur les situations vécues par les participants et évoquées lors de la formation.

Dans le cadre de la prestation de formation, le titulaire :

- Élabore le programme pédagogique séquencé et détaillé en tenant compte de l'environnement particulier propre à la recherche, aux EPST, au CNRS et au secteur public,
- Assure la conception du programme et l'animation de la formation sur deux journées.

Le CNRS se réserve le droit de demander au titulaire d'intégrer au programme trois (3) à quatre (4) présentations vidéos de dix (10) minutes maximum chacune, élaborées par des agents internes au CNRS, en lien avec des thématiques de la formation (à titre d'exemples et de façon non contractuelle, pourront être abordés des sujets tels que la mission pour la place des femmes au CNRS ; la compensation du handicap ; le harcèlement moral ou sexuel ; l'intégrité scientifique ou l'éthique). Les intervenants de ces présentations vidéos seront désignés par le CNRS. L'intégration de ces présentations vidéos aux sessions de formation est à convenir d'un commun accord entre le CNRS et le titulaire lors de la première réunion de cadrage. Le contenu de ces présentations vidéos est révisable chaque année par le CNRS.

## **5.9 – EVALUATION**

Un dispositif d'évaluation de la formation est prévu par le titulaire :

- Un questionnaire d'évaluation à chaud, rempli en présentiel. L'objectif de l'évaluation à chaud est de mesurer le degré de satisfaction et d'adéquation de la formation aux attentes des participants à chaque fin de session ;
- Un questionnaire d'évaluation à froid, envoyé par le CNRS six (6) mois après chaque session de formation. L'objectif de l'évaluation à froid est de mesurer l'impact de la formation sur les habitudes de management après six (6) mois ;
- Une synthèse et un bilan (points forts, axes d'amélioration et besoins recueillis ou identifiés) sont réalisés et transmis à la Délégation régionale organisatrice par le titulaire avec une copie des évaluations dans un délai de 15 jours calendaires suivants la fin de la session.

Un bilan annuel de toutes les sessions de formations réalisées dans l'année sera transmis et analysé avec le CNRS pour des pistes d'améliorations pour l'année qui suit.

Les critères d'évaluation sont déterminés conjointement avec le SRSE lors de la réunion de préparation au lancement de l'exécution du présent accord cadre.

## **5.10 – LIVRABLES ATTENDUS PAR LE CNRS**

Les frais liés notamment à la production et à la livraison des livrables décrits ci-dessous sont compris dans les prix unitaires des prestations, conformément à l'article 12 du présent CCP. Aucun surcoût ne pourra être facturé à ce sujet.

### **5.10.1 AVANT LA SESSION PILOTE**

À l'appui des prestations décrites dans le présent CCP, le titulaire produit, avant la session pilote, les livrables suivants :

- 1) Un support d'information ayant vocation à informer le public visé sur la formation (objectifs, programme, déroulé pédagogique, identification des principales compétences à acquérir)
- 2) Un support pédagogique, accessible sur une plateforme dématérialisée dans un souci de développement durable et de préservation de la biodiversité (ainsi qu'une bibliographie, autres supports ou documentation relatifs aux thèmes abordés).
- 3) Les deux (2) questionnaires d'évaluation de la formation, prévus à l'article 5.9 du présent CCP.

L'ensemble de ces livrables est à remettre au CNRS une (1) semaine avant la première réunion de cadrage sous format électronique. Ils seront validés par le CNRS et feront l'objet d'un ajustement si le CNRS l'estime nécessaire.

En cas de modification de ces livrables suite aux réunions de cadrage, les dernières versions sont à communiquer au plus tard une (1) semaine avant la première session de formation. Les modifications des supports pédagogiques intervenues en cours d'exécution de l'accord-cadre sont soumises au CNRS et validées au plus tard une (1) semaine avant la session suivante.

### **5.10.2 APRES CHAQUE SESSION**

Le titulaire remet après chaque session par voie dématérialisée à la DR organisatrice :

- 1) Les feuilles d'émargements signées par les participants et la formatrice / le formateur indiquant la date, le nom de la formatrice / du formateur, l'intitulé de l'action de formation.
- 2) Des attestations nominatives de suivi de formation, dans le délai d'un mois après chaque session.
- 3) Les feuilles d'évaluation complétées par les participants, prévues à l'article 5.9 du présent CCP. Une synthèse et un bilan (points forts, axes d'amélioration et besoins recueillis ou identifiés) sont réalisés et transmis à la Délégation régionale organisatrice / copie SRSE par le titulaire.

### **5.10.3 A LA FIN DE L'ANNEE**

Un bilan annuel de toutes les sessions de formations réalisées dans l'année sera transmis et analysé avec le CNRS pour des pistes d'améliorations pour l'année qui suit.

## **5.11 – CONCEPTION DU DISPOSITIF DE FORMATION ET DU PROGRAMME PEDAGOGIQUE**

Le titulaire du présent accord-cadre travaille en étroite collaboration avec le CNRS afin que la formation réponde aux besoins spécifiques de l'établissement.

Le titulaire assure :

- La conception d'un dispositif de formation qui répond aux objectifs et contenus demandés, dans le contexte de l'établissement
- La proposition d'un intitulé de formation attractif
- La définition des méthodes et moyens pédagogiques à mettre en œuvre afin que la formation soit dynamique, interactive et valorisante pour les participants
- L'élaboration de documents pédagogiques nécessaires à la formation, par voie dématérialisée et en version modifiable
- La préparation et l'animation de la formation
- L'élaboration des évaluations de la formation à chaud et à froid ainsi que le bilan
- Le suivi de la formation

### **5.11.1 REUNIONS DE CADRAGE ET REUNIONS DE PREPARATION**

Afin que le CNRS valide le dispositif de formation, autant de réunions de cadrage que nécessaire auront lieu, dès la notification de l'accord cadre, entre le titulaire et des représentants choisis du CNRS. Au minimum et à titre indicatif, seront organisées :

- Une réunion de cadrage en présentiel au début de chaque année de formation pour valider les supports et l'approche pédagogique en amont de la première session de formation. Cette réunion permet au CNRS de prendre connaissance de l'intégralité de la prestation du titulaire et de vérifier sa conformité à la demande et aux besoins du CNRS afin de la réajuster et de l'adapter, le cas échéant.
- Une réunion de préparation en présentiel ou en visioconférence avant chaque session de formation entre le titulaire, des représentants de la DRH du CNRS et de la délégation régionale d'accueil de la session de formation, afin d'échanger sur les points logistiques et pratiques de la session.

Ces réunions sont fixées par le CNRS, en accord avec le titulaire. Les réunions en présentiel ont lieu au siège du CNRS à Paris (16ème arrondissement), sur demande du CNRS, transmise au titulaire par courriel et confirmée au CNRS par courriel.

### **5.11.2 SESSION PILOTE**

Dans le cadre de l'ingénierie de formation pédagogique, le titulaire réalise une mise en situation (session pilote) afin d'ajuster le contenu de la formation, le projet et la dynamique de formation qu'il propose.

Cette session pilote est organisée au siège du CNRS (Paris 16ème arrondissement) dans les mêmes conditions qu'une session de formation. La date est fixée par le CNRS en accord avec le titulaire par émission d'un bon de commande.

Au moins une réunion de cadrage, prévue à l'article 5.11.1 doit intervenir entre le CNRS et le titulaire au minimum 7 jours ouvrés avant la réalisation de la session pilote.

## **ARTICLE 6 – MODIFICATIONS DU CONTRAT**

### **6.1 CLAUSE DE REVUE ANNUELLE D'EXECUTION**

A la demande du CNRS, une réunion annuelle de revue d'exécution pourrait avoir lieu à la date d'anniversaire de la notification de l'accord-cadre (ou à une autre date à la demande du CNRS), la présence d'un représentant du titulaire sera obligatoire.

Cette réunion permettra de faire état de l'exécution de l'accord-cadre et apporter toutes améliorations nécessaires à la poursuite des relations contractuelles. Ainsi l'Acheteur et le titulaire pourront émettre des observations en vue d'améliorer l'exécution des prestations conformément aux prescriptions du CCP.

Ainsi, certains paramètres pourront être revus :

- Les conditions d'exécution techniques de l'accord-cadre ;
- La modification des prestations de l'accord-cadre.

Le titulaire devra fournir au CNRS dans les quinze (15) jours suivant cette réunion et selon les dispositions modifiées :

- Une nouvelle annexe financière pour tenir compte des modifications ;
- Une nouvelle proposition technique d'exécution ;
- Une nouvelle proposition des prestations modifiées.

Le CNRS aura la possibilité de valider directement ces propositions ou d'engager une phase de négociations avec le titulaire. Il disposera d'un délai de trente (30) jours pour se positionner.

Sans retour de sa part, les propositions seront réputées refusées et l'accord-cadre continuera de s'exécuter selon les conditions initiales.

Le(s) nouveau(x) prix entre(nt) en vigueur à la date fixée par le CNRS dans le courrier adressé au titulaire ou à l'expiration d'un délai de 30 (trente) jours calendaires à compter de la validation du CNRS.

Le réexamen des conditions d'exécution est formalisé par voie d'avenant.

### **6.2 CLAUSE DE REEXAMEN**

La clause de réexamen s'applique si l'une des conditions non limitatives suivantes est remplie :

- Incapacité du titulaire de respecter les conditions d'exécution contractuelles tel que définis dans le CCP ;
- Bouleversement de l'économie globale de l'accord-cadre ;
- Evénements d'extrême gravité, particuliers et localisés ;

Le Titulaire peut soumettre au CNRS un dossier motivé si la situation persiste depuis au moins deux (2) mois et si la révision des prix telle que définie au présent CCP ne permet pas d'atténuer les aléas économiques affectant le contrat.

L'Acheteur se réserve le droit de solliciter du titulaire tout justificatif nécessaire à l'appui de sa demande. À compter de la réception du dossier susvisé, le CNRS dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour décider de l'ouverture de négociations avec le Titulaire, pouvant aboutir à un réexamen des clauses de l'accord-cadre. En cas de silence gardé, celui-ci vaut refus.

Après négociation et accord du Titulaire, la composition des prestations, leurs modalités d'exécution techniques et financières ainsi que les prix applicables formulés dans l'annexe financière sont susceptibles d'être modifiés. Cette modification ne peut avoir pour objet de modifier la nature globale ou le montant maximum du présent accord-cadre.

En cas de modifications contractuelles importantes, elles se feront par voie d'avenant.

En cas de rétablissement de la situation antérieure, les parties pourront mettre fin aux modifications contractuelles en respectant le parallélisme des formes ou selon le/les délais et modalités indiqués dans l'avenant. Les clauses prévues initialement au contrat s'appliqueront de nouveau à la date précisée dans l'acte matérialisant la modification contractuelle ou le retour aux conditions initiales de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 7 – OBLIGATION DES PARTIES**

### **7.1 OBLIGATIONS DU CNRS**

Le CNRS désigne parmi ses agents un interlocuteur privilégié avec lequel le titulaire peut se mettre en contact qui est le pilote du dispositif représentant la DRH

Le CNRS s'engage à s'assurer que les locaux mis à disposition du titulaire soient susceptibles d'accueillir, avec efficacité et la sécurité requise, les prestations, objet du présent accord-cadre. Lorsqu'il est demandé une présence à distance, le CNRS s'accorde avec le titulaire pour mettre à disposition un lien de connexion aux stagiaires, a minima 48h avant la tenue de la réunion.

Le CNRS s'engage à organiser dans les 15 jours suivant la notification du présent accord-cadre, une réunion de cadrage avec le titulaire afin d'échanger entre les différents interlocuteurs et représentants des parties et permettant de définir les process et organisations de travail. Le CNRS s'engage à prévenir le titulaire dans un délai raisonnable de toutes modifications de dates et d'ordre du jour des réunions.

### **7.2 OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

Le titulaire désigne un interlocuteur unique avec lequel le CNRS sera en contact pendant toute la durée de l'accord-cadre. Si ce dernier ne donne pas satisfaction au CNRS ou bien en cas de défaillance, le titulaire s'engage à proposer un ou une remplaçante dans les 15 jours.

Il est en charge du suivi administratif des prestations, objet de l'accord-cadre, à compter de la préparation jusqu'à la réunion de bilan des sessions de formation avec la DRH du CNRS.

Le titulaire doit communiquer à la DRH du CNRS, pour validation, la liste des formateurs, au moins vingt jours (20) calendaires avant chaque session, le nom, CV et références des personnes en charge de la prestation (préparation, animation, analyse et synthèse de chaque action).

Le CNRS peut à tout moment exiger un changement de formateur sans qu'il puisse en résulter une augmentation du prix.

Le titulaire a l'obligation de maintenir en place les moyens techniques et humains décrits dans son offre et repris dans sa proposition technique pour assurer l'exécution des prestations pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Dans l'éventualité où l'une des personnes (le correspondant unique ou le formateur) nommées dans son offre et dans sa proposition technique n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement par tout moyen le CNRS dans les meilleurs délais, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

À ce titre, l'obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom, le CV et les titres au CNRS dans un délai de quinze (15) jours calendaires avant le début de la session.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le CNRS ne le récusé pas dans un délai de dix (10) jours calendaires à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le CNRS récusé le remplaçant, le titulaire dispose de dix (10) jours calendaires pour désigner un autre remplaçant et en informer le CNRS. À défaut de désignation, ou si ce remplaçant est récusé dans le délai de dix (10) jours calendaires indiqué ci-dessus, l'accord-cadre peut être résilié.

Lorsqu'il est demandé au titulaire d'être physiquement présent, le personnel doit se soumettre au contrôle d'accès en vigueur dans les locaux du CNRS. Il est expressément entendu que le personnel du titulaire demeure à tous les égards, le salarié de ce dernier (légitimation du travail, sécurité sociale, congés payés et déplacements).

Si la prestation venait à s'exécuter dans ses locaux, le titulaire s'engage à assurer que ses structures sont susceptibles d'accueillir, avec l'efficacité et la sécurité requises, les prestations objet du présent marché.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, coûts et niveaux de qualité prévus dans le cadre des documents contractuels du présent accord-cadre. Le CNRS se réserve le droit de refuser une prestation se révélant non conforme aux exigences attendues.

Le titulaire du marché, s'engage à assurer un suivi administratif et pédagogique des formations. Il tient à jour et restitue les feuilles de présence au CNRS. Il s'engage à prévenir le CNRS concernant toute modification dans l'organisation des formations et de tout dysfonctionnement éventuel.

Si le dysfonctionnement provient du titulaire, il s'engage à en aviser immédiatement le CNRS et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve compromise.

Le titulaire ne peut être exonéré de son obligation qu'en raisons de circonstances exceptionnelles liées à une force majeure rendant l'exécution impossible.

Le titulaire est soumis à un devoir de conseil quant à la réalisation de sa prestation et toute proposition d'évolution du dispositif peut être soumise au CNRS.

### **7.3 CONFIDENTIALITE**

Le titulaire ainsi que son personnel sont tenus par une obligation de secret professionnel le plus absolu. En conséquence, ils ne doivent pas divulguer de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, tout

ou partie, des informations de toute nature (techniques, financières, administratives, ainsi que celles relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel du CNRS) qui leur auront été communiquées par le CNRS, ou dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts du CNRS et engagerait sa responsabilité.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par tous les membres du personnel qu'il emploie ou utilise et à assumer les conséquences de leur non-respect.

L'intégralité des fichiers nominatifs dont le titulaire pourrait prendre connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre demeure la propriété exclusive du CNRS. Le titulaire s'en interdit par conséquent tout usage propre et ne peut en disposer pour quelque motif que ce soit (cession totale ou partielle, diffusion).

## **7.4 DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE DE L'ACHETEUR**

Le présent accord-cadre n'emporte aucune cession ou concession, à quelque titre que ce soit des droits de propriété intellectuelle du CNRS, notamment marques, logos et signes distinctifs au profit du titulaire.

Les rapports, documents, données, fichiers et/ou informations que le CNRS communique au titulaire pour l'exécution du présent accord-cadre sont et restent la propriété exclusive du CNRS.

Le titulaire s'interdit de porter atteinte directement ou indirectement aux droits de propriété intellectuelle du CNRS, et notamment s'interdit d'exploiter de quelque manière que ce soit autre que pour les besoins d'exécution des prestations, les rapports, informations, données ou fichiers et/ou documents qui lui auront été communiqués dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage par ailleurs à ne faire aucune référence au CNRS et à ne lui attribuer aucune déclaration ou information, notamment par voie de presse, sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit du CNRS.

## **7.5 UTILISATION DES RESULTATS**

L'utilisation des résultats des prestations objet de l'accord-cadre, et en particulier des livrables, précisant les droits respectifs du CNRS et du titulaire sont définies au chapitre VI du C.C.A.G.-P.I.

Nonobstant ce qui précède, le titulaire cède au CNRS, au fur et à mesure de la réalisation des résultats des prestations et notamment des livrables, à titre exclusif, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle y afférents, à savoir :

- le droit de reproduction, incluant le droit de fixer, numériser, éditer, en tout ou partie, des résultats des prestations et livrables, sans limitation du nombre d'exemplaires, sur tout support, actuel ou futur, connu ou inconnu au jour de notification de l'accord-cadre ;
- le droit de représentation, en tout ou partie, des résultats des prestations et livrables, incluant le droit de diffuser ou de faire diffuser à destination de tout public, par tout moyen, actuel ou futur, connu ou inconnu au jour de notification de l'accord-cadre, et notamment par tous moyens de communication électronique ou multimédia ;
- le droit d'adapter, de traduire en toute langue, d'arranger, de numériser, retoucher, couper, et /ou de modifier, les résultats des prestations et Livrables, en tout ou partie, de les assembler et/ou de les



intégrer dans toute autre prestation ou création intellectuelle, sous tout support et par tout moyen, ou tout autre support connu ou inconnu à ce jour, actuel ou futur ;

- le droit d'exploiter les droits visés ci-dessus à titre onéreux ou non, en tout ou partie, notamment via des cessions, licences ou tout type de contrats, à titre exclusif ou non, de tout ou partie des droits cédés, conclus avec tout tiers.

La présente session porte sur les droits de propriété intellectuelle afférents à l'ensemble des résultats des prestations et livrables, dans toutes leurs versions, qu'ils soient achevés ou inachevés.

A ce titre, il est expressément précisé que, en vertu de la présente session, le titulaire ne pourra s'opposer à la reprise et l'adaptation des résultats des prestations et livrables, en cas de résiliation anticipée de l'accord-cadre du fait d'une défaillance du titulaire.

La cession des droits de propriété intellectuelle relatifs à l'ensemble des résultats des prestations et livrables est effectuée pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle y afférents, quelles que soient les causes de cessation de l'accord-cadre, et pour la France et s'agissant des droits requis pour la diffusion par Internet et intranet pour le monde entier.

Le prix de la cession est inclus dans le prix des prestations, objet de l'accord-cadre.

Il est entendu que le CNRS est propriétaire de tous les documents, supports ou modèles fournis par lui. Le CNRS se réserve le droit d'accorder un droit d'utilisation.

En outre, en plus du nom de la société du titulaire, la mention « toute reproduction, représentation ou diffusion de ce document est interdite – propriété exclusive du CNRS » devra figurer en première page du programme de formation et du diaporama de présentation.

## **ARTICLE 8 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Chaque partie au présent accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre.

Les données contenues dans les supports, dans les documents et les données issues notamment des systèmes d'information sont strictement couvertes par le secret professionnel.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n° 2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données. Le titulaire et ses sous-traitants s'obligent à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment de garantir qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le pouvoir adjudicateur, et le titulaire, assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord-cadre, conformément aux modalités exposées par le présent accord-cadre et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.



Le cas échéant, le titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord-cadre sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent accord-cadre. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur.

Le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent accord-cadre, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

Le CNRS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire et son ou ses sous-traitants expressément agréé(s).

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par le CNRS, afin de se conformer aux règles nouvelles, sont notifiées au titulaire par le CNRS et sont d'application immédiate. La prise en compte des impacts administratifs et financiers de cette décision donne lieu à la signature d'un avenant par les parties.

## **ARTICLE 9 – SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par la Délégation régionale Paris-Normandie du CNRS.

Le titulaire remet à la Délégation régionale Paris-Normandie du CNRS une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au marché et du respect de toutes les autres obligations du marché. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du marché.

## **ARTICLE 10 – RESPONSABILITE ET ASSURANCE**

### **10.1 RESPONSABILITES**

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel, au CNRS ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers.

Tout accident ou maladie pouvant affecter le personnel du titulaire pendant la durée des prestations est entièrement pris en charge par celui-ci.

### **10.2 ACCES AUX SITES**

Si les prestations sont exécutées dans des lieux où des mesures particulières de sécurité sont applicables, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées.

À ce titre, le titulaire et ses sous-traitants peuvent être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès.

Les personnels du titulaire devront se conformer strictement aux règles applicables de sécurité pour l'exécution du marché, au règlement intérieur ainsi qu'aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur du site. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le présent marché.

Le titulaire s'engage à informer ses personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis.

### **10.3 ASSURANCE**

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeure en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel du CNRS ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande du CNRS une attestation à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

## **ARTICLE 11 – MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE ET DELAIS D'EXECUTION**

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande (en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique) au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Les bons de commande sont établis sur la base des prix figurant dans l'annexe financière (BPU) à l'acte d'engagement.

Tout bon de commande comporte obligatoirement les mentions suivantes :

- le numéro du bon de commande correspondant ;
- la référence du présent accord-cadre;
- la désignation du bénéficiaire ;
- la désignation des prestations et les éléments relatifs à l'exécution : lieux et dates de la session ;
- la dénomination du service destinataire ;
- le prix hors taxes et toutes taxes comprises prévu dans l'annexe financière à l'acte d'engagement ;
- la signature de l'ordonnateur ou de son représentant habilité ;
- l'adresse de facturation.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Ils ont une durée de validité maximum de 6 mois. Les commandes émises au plus tard le dernier jour de validité de l'accord-cadre demeurent exécutoires (droits et obligations des parties maintenues).

## **ARTICLE 12 – DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **12.1 PRIX**

L'accord-cadre est traité à prix unitaires. Les prestations, respectant les dispositions du présent CCP, sont réglées en référence aux prix du titulaire tels que figurant dans l'annexe financière de l'acte d'engagement du présent accord-cadre.

Les prix des prestations sont réputés complets. Il comprend l'ensemble des prestations attendues par le CNRS telles que décrites dans les articles 5.4 et 5.5 du présent CCP, ainsi que tous les frais annexes à l'accord-cadre

(y compris les frais de téléphone, de secrétariat et de reprographie) notamment les frais de déplacements éventuels, et la mise à jour des livrables lors des éventuelles reconductions de l'accord-cadre.

Le prix est ferme et non révisable pendant toute la première année de l'accord-cadre.

Ces prix intègrent :

- L'ingénierie de formation ;
- La session pilote ;
- L'animation des sessions de formation ;
- La réalisation et la mise à disposition des supports pédagogiques aux participants ;
- L'établissement des attestations de formation ;
- La participation aux réunions de cadrage et de préparation ;
- Les évaluations à chaud et à froid de fin de session, ainsi que leur analyse ;
- Une synthèse et un bilan après chaque session ;
- Un bilan annuel ;
- Les frais de déplacements et de repas du ou des formatrices / formateurs ;
- Toutes les charges fiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- Les frais afférents au déplacement et à l'hébergement le cas échéant du formateur pour la tenue des actions de formation comme pour celle des réunions avec le CNRS.

Les prix sont établis en tenant compte de l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu des prestations. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

## **12.2 MODALITES DE REVISION DES PRIX**

Les prix sont fermes pour la période initiale d'exécution de l'accord-cadre. En cas de reconduction de l'accord-cadre, les prix sont révisables.

Les prix initiaux de l'accord-cadre sont révisés, à la date anniversaire (date de notification de l'accord-cadre) selon la formule suivante :

$C1 = C0 \times (I_n / I_0)$
------------------------------

Dans laquelle :

- C1 = Prix révisé HT
- C0 = Prix d'origine HT figurant au marché
- $I_n$  = Indice au mois de la révision – Indice mensuel (dernier indice paru dans le mois de la révision)
- $I_0$  = Indice au mois M0 – Indice mensuel (mois et année de la remise des offres)

L'indice (I) retenu est l'indice SYNTEC qui mesure « *l'évolution du coût de la main d'œuvre, essentiellement de nature intellectuelle, pour des prestations fournies* » défini par la Fédération Syntec à l'adresse Internet suivante : <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>

La valeur finale de l'indice figurant au numérateur est celle du mois M de l'année N+1, N+2 et N+3.

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision de prix, les calculs seront effectués au dix millième près.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter l'indice de remplacement ou, à défaut, un indice de remplacement similaire.

Le titulaire communique au CNRS ses **nouveaux tarifs** par lettre recommandée avec accusé de réception **2 mois minimum avant la date anniversaire du marché**. Les nouveaux tarifs deviennent contractuels si le Pouvoir adjudicateur n'a pas fait d'observation dans un délai d'1 mois maximum à compter de leur date de réception.

Aux pris ainsi définis s'applique la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux en vigueur au jour de l'exécution.

### **12.3 AVANCE**

En applications des articles R 2191-3 à R2191-12 et R2191-15 à R2191-19 du Code de la commande publique et par dérogation à l'article 11.1 du CCAG/PI, le versement de l'avance n'est pas accordé puisque chaque bon de commande sera inférieur à 50 000,00 € hors taxe (HT).

## **ARTICLE 13 – MODALITES DE REGLEMENT**

Par dérogation à l'article 11.3.1 du CCAG-PI, le règlement des prestations mentionnées dans les 5.4 et 5.5 du présent CCP est réalisé, après service fait sur présentation de la facture mentionnant le numéro du bon de commande correspondant adressée au CNRS, par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro.

Les factures afférentes aux prestations exécutées sont obligatoirement transmises via Portail Chorus Pro. A défaut, elles font l'objet d'un rejet.

Il est entendu par service fait la résultante de la décision d'admission des prestations par la délégation Paris-Normandie.

Le délai applicable pour effectuer la constatation et la certification court à compter du lendemain de l'exécution des prestations. Il ne pourra excéder 15 jours ouvrés. A l'issue de ce délai la décision d'admission est réputée acquise.

Les informations à faire figurer obligatoirement dans l'entête de la demande de paiement sont :

- Le code service de l'entité CNRS facturée (MOY1632)
- Le numéro du bon de commande (exemple : 0326L012345), et le cas échéant le n° de accord-cadre figurant sur le bon de commande.

Les informations nécessaires au dépôt de la facture sur le portail de facturation sont les suivantes :

- Adresse du portail : <https://chorus-pro.gouv.fr>
- N°SIRET : 18008901303720
- Code service : MOY1632
- Code division : 0347

Outre les mentions obligatoires prévues par la réglementation, les factures doivent comporter les renseignements suivants :

- Références du présent accord-cadre (objet, numéro),

- Date de début d'exécution et lieu d'exécution,
- Nature de la prestation et le détail des prestations exécutées,
- Montant hors taxe,
- Taux et montant de la TVA applicable,
- Montant total toutes taxes comprises en euros.

À défaut des mentions permettant leur identification, les factures feront l'objet d'un rejet.

Conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement des sommes dues par le CNRS, au titre du présent accord-cadre est de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la facture transmise par le titulaire aux services de la personne publique contractante. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture.

La date du service fait est constatée par le service ordonnateur et la date de la réception de la demande de paiement est constatée par le Service centralisé de traitement de la dépense (SCTD). À défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire de la commande d'administrer la preuve de cette date. Le délai global de paiement expire à la date du règlement par le comptable au sens du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

La date de réception de la facture et la date d'exécution des prestations sont constatées par les services de la personne publique contractante. À défaut, la date de la facture augmentée de deux jours fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire de la commande d'administrer la preuve de cette date. Le délai global de paiement expire à la date du règlement par le comptable au sens du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire concerné à partir de son RIB ou de son RIP original.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire au bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai. Conformément à la réglementation en vigueur, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Le retard de paiement donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé par voie réglementaire (article L2192-13 du code de la commande publique).

L'ordonnateur de la dépense est la Délégée Régionale de Paris-Normandie – 3 rue Michel-Ange – 75794 Paris cedex 16.

Le comptable assignataire chargé du paiement est l'Agent secondaire de la Délégation de Paris-Normandie du CNRS – 3 rue Michel-Ange – 75794 Paris cedex 16.

Le fonctionnaire habilité à donner les renseignements, prévus aux articles R. 2191-59 à R. 2191-62 et R. 2393-42 à R. 2393-44 du Code de la commande publique, est la Délégée régionale de Paris-Normandie – 3 rue Michel-Ange – 75794 PARIS CEDEX 16.

## **ARTICLE 14 – ORGANISATION ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

### **14.1 PERSONNEL DU TITULAIRE**

Il est expressément entendu que le personnel du titulaire demeure à tous les égards, le salarié de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...). Tout accident ou maladie, pouvant affecter le personnel du titulaire pendant la durée de la prestation, est entièrement pris en charge par celui-ci.

## **ARTICLE 15 – PENALITES ET RÉFACTIONS**

### **15.1 PENALITES**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, le titulaire encourt les pénalités suivantes sans mise en demeure préalable par le CNRS :

- Cent cinquante euros (150,00 €) par jour de retard constaté par le CNRS pour non-respect du délai de production des documents pédagogiques par voie dématérialisée tel que prévu à l'article 12 du présent CCP ;
- Deux cent euros (200,00 €) par heure de retard constatée par le CNRS et pour chacun des formateurs pour non-respect de l'heure de début de la formation (excepté des motifs de cas de forces majeurs, grèves des transports ou encore catastrophe naturelle) ;
- En cas d'absence du ou des formateurs constatés par le CNRS le jour de la formation, le titulaire encourt une pénalité égale à 200% du coût d'une journée de formation ;
- En cas d'annulation, par le titulaire, de session de formation dans les 15 jours ouvrés qui la précède, celui-ci encourt une pénalité égale à 100% du prix de la session de formation considérée. Cette pénalité est égale à 150% du montant de la session de formation si l'annulation intervient dans les 5 jours ouvrés qui la précèdent.

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1.000€ pour l'ensemble du marché. Les pénalités sont dues dès le 1er euro.

Le titulaire encourt, en cas d'exécution partielle ou de non-exécution totale des prestations, des réfections, conformément à l'article 29.3 du CCAG/PI.

## **ARTICLE 16 – RESILIATION**

En cas de cumul de pénalités, telles que prévues à l'article 13 du présent CCP, d'un montant total supérieur à 2 000 €, le CNRS se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre à tout moment, sans indemnité ni préavis.

Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG/PI, l'accord-cadre est résilié de plein droit sans indemnité, ni mise en demeure, en cas de faillite du titulaire ou si celui-ci n'exécute pas les prestations définies au présent accord-cadre. La résiliation non constitutive d'une faute du titulaire n'entraîne pas le versement d'indemnité à celui-ci, à l'exception des frais engagés.

Les autres dispositions du CCAG/PI, notamment celles du chapitre VII, s'appliquent sans aucune autre restriction.

## **ARTICLE 17 – LITIGES**

Le titulaire s'engage à résoudre à l'amiable tout différend survenu lors de l'exécution de l'accord-cadre. En cas de persistance du litige, celui-ci est réglé par les lois et règlements du droit français. Le tribunal administratif de Paris est seul compétent.

## **ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU CCAG**

Les articles du présent CCAP dérogeant au CCAG-PI sont précisés dans le tableau ci-dessous (liste non-exhaustive) :

Articles du CCP	Articles du CCAG-PI
Article 3 : Pièces constitutives de l'accord-cadre	Article 4.1
Article 12.3 : Avance	Article 11.1
Article 13 : Modalités de règlement	Article 11.3.1
Article 15 : Pénalités	Article 14
Article 16 : Résiliation	Article 37.2



## ANNEXE 1 DU CCP – DECOUPAGE GEOGRAPHIQUE DU CNRS

<https://www.cnrs.fr/fr/delegations-regionales-du-cnrs>

